



EUROPEAN COURT OF HUMAN RIGHTS
COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

PREMIÈRE SECTION

AFFAIRE NOLE' ET AUTRES c. ITALIE

(Requêtes n^{os} 10850/25 et 5 autres – voir liste en annexe)

ARRET

STRASBOURG

27 août 2026

Cet arrêt est définitif. Il peut subir des retouches de forme.

En l'affaire Nole' et autres c. Italie,

La Cour européenne des droits de l'homme (première section), siégeant en un comité composé de :

Artūrs Kučs, *président*,

Raffaele Sabato,

Anna Adamska-Gallant, *juges*,

et de Viktoriya Maradudina, *greffière adjointe de section f.f.*,

Après en avoir délibéré en chambre du conseil le 2 juillet 2026,

Rend l'arrêt que voici, adopté à cette date :

PROCÉDURE

1. À l'origine de l'affaire se trouvent des requêtes dirigées contre l'Italie et dont la Cour a été saisie en vertu de l'article 34 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (« la Convention ») aux différentes dates indiquées dans le tableau joint en annexe.

2. Les requêtes ont été communiquées au gouvernement italien (« le Gouvernement »).

EN FAIT

3. La liste des requérants et les précisions pertinentes sur les requêtes figurent dans le tableau joint en annexe.

4. Les requérants se plaignent de l'inexécution de décisions de justice internes. Ils tirent également d'autres griefs des dispositions de la Convention.

EN DROIT

I. SUR LA JONCTION DES REQUÊTES

5. Compte tenu de la similitude des requêtes, la Cour estime approprié de les examiner conjointement en un seul arrêt.

II. SUR LA VIOLATION ALLÉGUÉE DE L'ARTICLE 6 § 1 DE LA CONVENTION

6. Les requérants se plaignent principalement de l'inexécution de décisions de justice internes rendues en leur faveur. Ils invoquent, expressément ou en substance, l'article 6 § 1 de la Convention.

7. La Cour rappelle que l'exécution d'un jugement ou arrêt, de quelque juridiction que ce soit, doit être considérée comme faisant partie intégrante du « procès » au sens de l'article 6. Elle renvoie par ailleurs à sa jurisprudence concernant l'inexécution ou l'exécution tardive de décisions de justice

internes définitives (*Hornsby c. Grèce*, 19 mars 1997, § 40, *Recueil des arrêts et décisions* 1997-II).

8. Dans les arrêts de principe *Ventorino c. Italie*, n° 357/07, 17 mai 2011, *De Trana c. Italie*, n° 64215/01, 16 octobre 2007, *Nicola Silvestri c. Italie*, n° 16861/02, 9 juin 2009, et *Antonetto c. Italie*, n° 15918/89, 20 juillet 2000, la Cour a conclu à la violation de l'article 6 de la Convention au sujet de questions similaires à celles qui font l'objet de la présente affaire.

9. Après examen de l'ensemble des éléments qui lui ont été soumis, la Cour ne décèle aucun fait ou argument propre à la convaincre de parvenir à une conclusion différente quant à la recevabilité et au bien-fondé des griefs en question. Compte tenu de sa jurisprudence en la matière, elle estime qu'en l'espèce les autorités n'ont pas déployé tous les efforts nécessaires pour faire exécuter pleinement et en temps voulu les décisions de justice rendues en faveur des requérants.

10. Il s'ensuit que ces griefs sont recevables et révèlent une violation de l'article 6 § 1 de la Convention.

III. SUR LES AUTRES VIOLATIONS ALLÉGUÉES RELEVANT D'UNE JURISPRUDENCE BIEN ÉTABLIE

11. Les requérants ont formulé un autre grief tiré de l'article 1 du Protocole n° 1 à la Convention concernant l'inexécution des mêmes décisions de justice internes figurant dans le tableau joint en annexe. Constatant que ces griefs ne sont pas manifestement mal fondés au sens de l'article 35 § 3 a) de la Convention et ne se heurtent à aucun autre motif d'irrecevabilité, la Cour les déclare recevable. Après examen de l'ensemble des éléments en sa possession, elle conclut qu'ils révèlent également des violations de la Convention, eu égard à ses constats dans *Ventorino*, précité.

IV. SUR L'APPLICATION DE L'ARTICLE 41 DE LA CONVENTION

12. En ce qui concerne M. Ciccone, eu égard aux sommes précédemment accordées au même requérant (*Ciccone c. Italie* [Comité], n°s 34051/24 et 11 autres, 12 mars 2026 et *Ciccone c. Italie* [Comité], n°s 2336/25 et 7 autres, 12 mars 2026), la Cour considère qu'il n'y a lieu de lui accorder aucune somme au titre de dommage moral (*Goldoni et autres c. Italie* [Comité], n°s 27207/24 et 6 autres, § 13, 28 mai 2026, et les arrêts qui y sont cités).

13. En ce qui concerne M. Abrusci, eu égard aux sommes précédemment accordées au même requérant (*Abrusci et autres c. Italie* [Comité], n°s 42098/23 et 6 autres, 13 novembre 2025 ; *Santopietro et autres c. Italie* [Comité], n°s 19737/24 et 3 autres, 26 février 2026 ; et *Bordogna et autres c. Italie* [Comité], n°s 27200/24 et 3 autres, 13 mai 2026), la Cour considère qu'il y a lieu de lui accorder la somme indiquée dans le tableau joint en annexe (*Goldoni et autres*, précité).

14. Pour M. Nole', eu égard aux documents en sa possession et à sa jurisprudence (*Ventorino, De Trana, Nicola Silvestri, et Antonetto*, précités), la Cour estime raisonnable d'allouer les sommes indiquées dans le tableau joint en annexe.

15. La Cour constate en outre que l'État défendeur demeure tenu d'exécuter les décisions de justice qui restent exécutoires.

PAR CES MOTIFS, LA COUR, À L'UNANIMITÉ,

1. *Décide* de joindre les requêtes ;
2. *Déclare* les requêtes recevables ;
3. *Dit* qu'il y a eu violation de l'article 6 § 1 de la Convention en raison de l'inexécution de décisions de justice internes ;
4. *Dit* qu'il y a eu violation de l'article 1 du Protocole n° 1 à la Convention en ce qui concerne les autres griefs relevant de la jurisprudence bien établie de la Cour (voir tableau joint en annexe) ;
5. *Dit* que l'État défendeur doit, dans les trois mois, assurer par des moyens appropriés l'exécution des décisions de justice internes encore pendantes visées au tableau joint en annexe ;
6. *Dit*
 - a) que l'État défendeur doit verser aux requérants, dans les trois mois, les sommes indiquées dans le tableau joint en annexe ;
 - b) qu'à compter de l'expiration dudit délai et jusqu'au versement, ces montants seront à majorer d'un intérêt simple à un taux égal à celui de la facilité de prêt marginal de la Banque centrale européenne applicable pendant cette période, augmenté de trois points de pourcentage.

Fait en français, puis communiqué par écrit le 27 août 2026, en application de l'article 77 §§ 2 et 3 du règlement.

Viktoriya Maradudina
Greffière adjointe f.f.

Artūrs Kučs
Président

ARRÊT NOLE' ET AUTRES c. ITALIE

ANNEXE

Liste de requêtes concernant des griefs tirés de l'article 6 § 1 de la Convention
(inexécution ou exécution tardive de décisions de justice internes)

No.	Numéro et date d'introduction de la requête	Nom du requérant et année de naissance	Nom et ville du représentant	Décision de justice interne pertinente	Date de début de l'inexécution	Date de fin de l'inexécution Délai d'exécution	Injonction des juridictions internes	Jurisprudence	Autres griefs relevant de la jurisprudence bien établie	Montant alloué pour dommage moral par requérant (en euros) ¹	Montant alloué pour frais et dépens par requête (en euros) ²
1.	10850/25 24/03/2025	Valerio NOLE' 1972	Pagliuca Mauro Avellino	Cour d'appel de Potenza, R.G. 65/2020, 17/02/2020 Cour d'appel de Potenza, R.G. 132/2018, 06/04/2018 Cour d'appel de Potenza, R.G. 423/2019, 28/11/2019	23/04/2021 23/04/2021 23/04/2021	en cours Plus de 5 années et 1 mois et 5 jours en cours Plus de 5 années et 1 mois et 5 jours en cours Plus de 5 années et 1 mois et 5 jours	Ministère de la Justice, paiement des honoraires d'avocat (<i>avvocato antistatario</i>)	<i>A contrario, Izzo et autres c. Italie</i> , n° 46141/12, 30 mai 2017	Prot. 1 Art. 1 - absence du ou retard dans le paiement d'une créance de la part des autorités nationales	2 700	250
2.	15768/25 05/05/2025	Vincenzo CICCONE	Pagliuca Mauro	Cour d'appel de Rome -	31/01/2022	en cours	Ministère de la Justice,	<i>A contrario, Izzo et autres</i>	Prot. 1 Art. 1 - absence du ou	-	-

¹ Plus tout montant pouvant être dû à titre d'impôt par la partie requérante.

² Plus tout montant pouvant être dû à titre d'impôt par la partie requérante.

ARRÊT NOLE' ET AUTRES c. ITALIE

No.	Numéro et date d'introduction de la requête	Nom du requérant et année de naissance	Nom et ville du représentant	Décision de justice interne pertinente	Date de début de l'inexécution	Date de fin de l'inexécution Délai d'exécution	Injonction des juridictions internes	Jurisprudence	Autres griefs relevant de la jurisprudence bien établie	Montant alloué pour dommage moral par requérant (en euros) ¹	Montant alloué pour frais et dépens par requête (en euros) ²
		1963	Avellino	R.G. 52811/2018, 15/12/2018 Cour d'appel de Rome - R.G. 51685/2018, 13/09/2018	02/02/2022	Plus de 4 années et 3 mois et 28 jours en cours Plus de 4 années et 3 mois et 26 jours	paiement des honoraires d'avocat (<i>avvocato antistatario</i>).	<i>c. Italie</i> , n° 46141/12, 30 mai 2017	retard dans le paiement d'une créance de la part des autorités nationales		
3.	16115/25 16/05/2025			Cour d'appel de Rome - R.G. 52622/2018, 31/10/2018 Cour d'appel de Rome - R.G. 52894/2018, 29/01/2019 Cour d'appel de Rome - R.G. 53409/2012, 19/09/2017	02/02/2022 02/02/2022 04/02/2022	en cours Plus de 4 années et 3 mois et 26 jours en cours Plus de 4 années et 3 mois et 26 jours en cours Plus de 4 années et 3 mois et 24 jours					
4.	16669/25 23/05/2025			Cour d'appel de Rome -	24/01/2022	en cours					

ARRÊT NOLE' ET AUTRES c. ITALIE

No.	Numéro et date d'introduction de la requête	Nom du requérant et année de naissance	Nom et ville du représentant	Décision de justice interne pertinente	Date de début de l'inexécution	Date de fin de l'inexécution Délai d'exécution	Injonction des juridictions internes	Jurisprudence	Autres griefs relevant de la jurisprudence bien établie	Montant alloué pour dommage moral par requérant (en euros) ¹	Montant alloué pour frais et dépens par requête (en euros) ²
				R.G. 52833/2017, 03/01/2018 Cour d'appel de Rome - R.G. 50997/2018, 03/10/2018	27/01/2022	Plus de 4 années et 4 mois et 4 jours en cours Plus de 4 années et 4 mois et 1 jour					
5.	16816/25 21/05/2025	Ennio ABRUSCI 1977		Cour d'appel de Lecce - R.G. 594/2020, 25/02/2021 Cour d'Appel de Lecce - R.G. 522/2020, 02/04/2021	07/05/2021 15/06/2021	en cours Plus de 5 années et 21 jours en cours Plus de 4 années et 11 mois et 13 jours	Ministère de la Justice - paiement des honoraires d'avocat (<i>avvocato antistatario</i>)	<i>A contrario, Izzo et autres c. Italie</i> , n° 46141/12, 30 mai 2017	Prot. 1 Art. 1 - absence du ou retard dans le paiement d'une créance de la part des autorités nationales -	1 250	-
6.	17656/25 30/05/2025	Vincenzo CICCONE 1963	Pagliuca Mauro Avellino	Cour d'appel de Rome - R.G. 52367/2012, 12/07/2017 Cour d'appel de Rome -	14/01/2022 18/01/2022	en cours Plus de 4 années et 4 mois et 14 jours en cours	Ministère de la Justice - paiement des honoraires d'avocat (<i>avvocato antistatario</i>)	<i>A contrario, Izzo et autres c. Italie</i> , n° 46141/12, 30 mai 2017	Prot. 1 Art. 1 - absence du ou retard dans le paiement d'une créance de la part des autorités nationales	-	-

ARRÊT NOLE' ET AUTRES c. ITALIE

No.	Numéro et date d'introduction de la requête	Nom du requérant et année de naissance	Nom et ville du représentant	Décision de justice interne pertinente	Date de début de l'inexécution	Date de fin de l'inexécution Délai d'exécution	Injonction des juridictions internes	Jurisprudence	Autres griefs relevant de la jurisprudence bien établie	Montant alloué pour dommage moral par requérant (en euros) ¹	Montant alloué pour frais et dépens par requête (en euros) ²
				R.G. 54470/2012, 22/09/2017 Cour d'appel de Rome - R.G. 52827/2017, 02/02/2018	19/01/2022	Plus de 4 années et 4 mois et 10 jours en cours Plus de 4 années et 4 mois et 9 jours					